

l'État devrait s'exprimer en faveur de la monarchie. Un vote truqué ne peut amener que le fantôme d'une monarchie. On ne peut guère compter sur l'Angleterre si l'élection n'est pas faite par la majorité. Et ceci d'autant plus que l'Union dans l'Amérique du Nord, étant donnée le succès des États du Nord, pourrait bien se reformer, et le nouveau gouvernement du Mexique se verrait alors soudain à la merci d'une armée de 500 000 hommes à laquelle les États-Unis seraient heureux de donner une occupation à l'extérieur. » Hidalgo fit part de ces inquiétudes à l'impératrice, qui pria son mari d'écrire à l'archiduc et de le tranquilliser.

En vérité les Français ne possédaient au Mexique que la grande route qui mène de la mer à la capitale et les localités situées sur cette route, parmi lesquelles les plus importantes : Vera-Cruz, Cordoba, Orizaba et Puebla. Il était d'ailleurs impossible de s'attendre à autre chose. D'une très grande importance était le fait que l'ex-président Miramon, qui pendant si longtemps n'avait rien voulu entendre d'une monarchie et qui était, comme on le sait, de l'avis qu'il n'y avait point de monarchistes au Mexique, après la prise de Mexico, ne sachant où aller, se rallia à la cause de la monarchie et se rangea du côté de l'intervention. Les endroits qui étaient soumis immédiatement aux armées françaises se déclarèrent naturellement aussi pour l'intervention et la monarchie. Jusque vers le 15 juin on comptait quarante-cinq de ces actes « d'adhésion ». Les autres parties du pays, beaucoup plus grandes, reconnaissaient encore Juarez comme leur président légal.

Mais la régence ne s'en occupa point. Elle et les Juntas nommées se regardaient comme les représentants de la nation mexicaine, bien qu'elles ne fussent formées que de citoyens de la capitale. Elles donnaient leurs résolutions comme émanant de la nation et envoyèrent le 12 juin une lettre à l'archiduc Maximilien, dans laquelle on le pria d'accepter la couronne (1). En même temps la régence donnait ordre à une députation, dont faisaient partie Gutierrez, comme président, et aussi Hidalgo, de transmettre personnellement cette offre à l'archiduc à Miramar.

Lorsque la nouvelle de cette offre arriva à Paris, Napoléon

(1) Texte dans SCHMIT DE TAVERA, I, p. 173.

télégraphia à l'archiduc (1) : « J'allais écrire à Votre Altesse Impériale lorsque la nouvelle m'arrive de votre proclamation comme empereur à Mexico. Je suis heureux de ce premier résultat. J'espère que bientôt tout le Mexique suivra l'exemple de la capitale et appellera Votre Altesse Impériale à le régénérer. L'impératrice joint ses félicitations aux miennes. »

Ferdinand-Maximilien, enchanté de ce télégramme, en fit tout de suite part à son frère à Vienne et remercia l'empereur Napoléon en des termes extrêmement cordiaux, pour sa dépêche. « Votre Majesté, écrit-il, a le secret des procédés qui vont au cœur et elle l'a prouvé une fois de plus dans cette circonstance... Ce qui a redoublé, Sire, la reconnaissance pour votre gracieux télégramme, c'est de voir que Votre Majesté ne s'est pas désisté de son premier dessein d'appeler, non seulement les notables de la capitale, mais le pays tout entier à se prononcer sur ses destinées... On eût pu craindre un instant que l'on n'apportât à Mexico dans la conduite de la question politique une sorte de précipitation qui eût pu devenir fâcheuse. Le programme tracé en peu de mots dans votre dépêche, Sire, me donne la certitude que cette affaire sera traitée avec le même esprit de haute sagesse et avec le même sentiment parfait de dignité qui président à toutes les affaires entreprises par Votre Majesté Impériale. Les sentiments d'attachement que Votre Majesté m'a inspirés dès le moment où j'ai eu le bonheur de la voir pour la première fois ne s'évanouiront jamais et je serai heureux, Sire, de Vous le prouver, si les choses tournent de façon à permettre à l'empereur mon frère et à moi-même de prêter la main à l'œuvre de la régénération du Mexique. La difficulté la plus sérieuse qui s'opposera à la réalisation de cette œuvre, viendra, ce me semble, de l'Amérique du Nord où des nouvelles récentes semblent présager la reconstitution de l'Union, aussi avide d'agrandissement qu'hostile au principe monarchique dans l'autre hémisphère. L'appui armé de la France sera le plus solide boulevard du nouvel empire contre les attaques de cet ennemi acharné à qui il tarde sans doute de se voir raffermi à l'intérieur pour aller briser le trône érigé à ses portes (2). »

(1) Empereur Napoléon à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 8 août 1863. Dépêche. Vienne, Archives de l'État.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à l'empereur Napoléon, 10 août 1863, Brouillon. Vienne, Archives de l'État.

A peine l'empereur François-Joseph eut-il reçu le télégramme adressé par Napoléon à l'archiduc, qu'il télégraphia à Miramar. Il devait absolument s'entretenir avec son frère pour éclaircir l'affaire mexicaine et il le pria en conséquence de venir à Schönbrunn (1). L'archiduc se rendit immédiatement à cet appel et emmena aussi sa femme. A Schönbrunn le monarque souligna encore une fois les délibérations de Venise, surtout celles qui concernaient le recrutement et le remplacement des volontaires (2). Mais il ne cacha pas à son frère qu'il ne voulait, en aucun cas, renoncer dans toute cette question à l'attitude passive et réservée du gouvernement autrichien. En outre on convint que l'archiduc devait se rendre à Bruxelles, pour obtenir de son beau-père qu'il use de son influence en faveur de la cause mexicaine (3). Lorsque la conversation tomba sur la question de l'arrivée prochaine de la députation mexicaine, l'empereur mentionna les considérations que Rechberg lui avait soumises à ce sujet, à savoir que la députation était envoyée par une assemblée non encore reconnue par le gouvernement impérial et que, par conséquent, on ne pouvait lui concéder un caractère légal (4).

Comme l'archiduc voulait quand même recevoir la députation, on résolut que cette réception porterait un caractère purement privé, afin que, comme le disait Rechberg, on ne puisse, en aucun cas, en tirer la conséquence que cette députation fût en droit d'exprimer les vœux de la nation mexicaine. L'archiduc s'engagea encore à ne donner à la députation qu'une déclaration conditionnelle et de répondre qu'il n'accepterait la couronne qu'après que la nation entière aurait prononcé sa volonté, que les difficultés diverses qu'il y avait encore en Europe seraient aplanies et enfin, après avoir demandé le consentement de son frère l'empereur. En outre on devait faire

(1) Empereur François-Joseph à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, télégramme du 9 août 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Mentionné dans la lettre de l'archiduc Ferdinand-Maximilien à l'empereur François-Joseph, 10 septembre 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(3) Archiduc Ferdinand-Maximilien au baron de Meysenbug, 19 août 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(4) Rechberg à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 24 septembre 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

entrevoir que l'archiduc, suivant l'exemple de l'illustre chef de sa maison, serait éventuellement résolu à gouverner sur une base constitutionnelle. Enfin on recommandait à la députation d'envoyer un de ses membres auprès du gouvernement anglais afin d'obtenir que l'assistance si nécessaire pour la monarchie à fonder, soit assurée et que de cette manière soit écartée une des difficultés signalées plus haut. Bien que les différents points de la réponse à la députation aient été discutés, l'archiduc dut s'engager encore à en présenter le brouillon à Schönbrunn pour qu'il y soit approuvé (1).

De l'entretien des deux frères il ressort clairement que l'archiduc désirait voir la chose se réaliser tandis que l'empereur, bien que pas mal disposé, donnait par toute son attitude des signes visibles de méfiance à propos des événements au Mexique, méfiance qui avait surtout été entretenue par les observations sérieuses de Rechberg.

Le roi Léopold lui-même n'était pas tout à fait d'accord avec le pronunciamiento de Mexico, puisqu'on ne pouvait guère l'accepter comme la décision unanime ou quasi unanime du pays. Il recommanda d'agir avec sagesse et prudence, car le « parti de l'anarchie » n'avait pu être vaincu aussi rapidement qu'on l'avait espéré au début. On devait tâcher de connaître l'origine des défenseurs de Puebla. Les provinces devraient également se prononcer, pour que la base ne soit pas trop étroite. Mais le roi aussi désirait la réussite des projets. Il était la cause si on espérait toujours de nouveau à Miramar qu'on pourrait obtenir quelque chose de l'Angleterre. Après tout ce qui s'était passé, il aurait dû dire : « Renoncez à tout espoir, l'Angleterre ne veut pas vous aider et ne vous aidera pas ! » Mais il écrivait au contraire très prudemment et de façon qu'on pouvait conclure de ses paroles à une attitude bienveillante de l'Angleterre : « En ce qui concerne l'Angleterre, je crois qu'on y verrait avec plaisir le Mexique consolidé, surtout comme une sorte d'appui pour le Sud des États autrefois Unis. On est favorable à l'idée d'un gouvernement régulier et l'établissement d'un tel gouvernement y produirait sûrement une satisfaction sincère (2). »

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Rechberg, 27 août 1863. Vienne, Archives de l'État. Brouillon.

(2) Le roi Léopold à l'archiduchesse Charlotte. Ostende, 9 août 1863. Vienne, Archives de l'État.

Il n'y avait là rien de précis et l'archiduc y pouvait lire ce qu'il désirait.

Les rapports de l'ambassadeur d'Autriche à Londres parlaient tout différemment (1). D'après ces rapports l'élection de l'empereur y aurait fait la plus mauvaise impression. On s'étonnait qu'un archiduc autrichien puisse jouer le rôle d'un satrape de la France. Personne ne croyait à la durée d'une telle monarchie et on pensait que les rivalités des partis et les tendances républicaines du pays renverseraient cette construction artificielle aussi vite qu'elle avait été érigée.

« Je crois, mandait Apponyi de Londres, ne pas m'aventurer trop en prétendant que le gouvernement anglais se félicite journellement d'avoir retiré à temps ses cartes du jeu, dans la question mexicaine. Il ne fera absolument rien pour aider à la fondation ou à l'entretien du nouveau trône et il laissera à la France tous les ennuis et toute la responsabilité de l'entreprise, tout comme il lui en a laissé avec plaisir toute la gloire. Je crois donc que nous aurions tort de compter dans cette affaire sur l'aide ou seulement sur les sympathies de l'Angleterre, et moins sera active notre part dans cette affaire, plus le cabinet anglais nous en saura gré ! »

L'archiduc reçut tout de suite une copie de cette lettre, mais dès qu'il commençait à s'inquiéter, il recevait des lettres de ces Mexicains qui s'acharnaient à sa perte et tous ses doutes s'évanouissaient. Cet effet fut surtout produit par une lettre d'Almonte (2), qu'il reçut à ce moment et qui lui annonçait l'arrivée de la commission chargée de lui offrir la couronne impériale. Almonte y parlait des soucis dans lesquels il vivait. Comme l'évêque Labastida n'était pas encore là et qu'il n'avait personne excepté Saligny, il devait tout faire lui-même. Il pria l'archiduc expressément d'accélérer son départ autant que possible, pour ne pas devenir la victime des nombreuses intrigues, qu'on préparait au Mexique et en Europe, pour distraire son attention et le décourager.

Dans cette lettre Almonte employait les formules « Sire » et « Votre Majesté », détail qui fit une impression énorme sur

(1) Comte Apponyi à Rechberg. Londres, 13 août 1863, d'après une copie envoyée à l'archiduc à Miramar. Vienne, Archives de l'État.

(2) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Mexico, 12 juillet 1863. Vienne, Archives de l'État.

Ferdinand-Maximilien. Almonte savait très bien ce qu'il faisait en employant ces mots déjà maintenant, longtemps avant qu'il ne soit décidé si l'archiduc accepterait.

De Paris Gutierrez essayait également de tromper l'archiduc. Il avait rendu visite au secrétaire de la légation autrichienne, le comte Mülinen, et était tout à fait agité parce que celui-ci soulignait toujours de nouveau la nécessité de laisser le cabinet de Vienne complètement hors du jeu (1). Lorsque Mülinen fit remarquer à Gutierrez que l'Angleterre s'était complètement retirée, celui-ci répondit en vrai sophiste, qu'elle ne les soutenait pas matériellement mais bien moralement et que l'opinion publique y forcerait la main au gouvernement. C'était une neutralité qui équivalait exceptionnellement à une assistance morale.

Gutierrez conseilla à l'archiduc d'accepter, du moins sous condition, la couronne lors de la réception de la députation, car Napoléon y tenait beaucoup. Il était aussi persuadé que la moindre hésitation ou l'ombre d'un refus ferait la plus mauvaise impression, soit en Europe, soit au Mexique (2). Ainsi parlait Gutierrez ! Mais en réalité on pensait tout autrement en Europe. Nous avons déjà parlé de l'Espagne et de l'Angleterre. Mais aussi en Allemagne, où siégeait juste alors à Francfort le congrès des princes, on voyait avec amertume qu'un prince autrichien fût prêt à accepter de Napoléon une couronne qu'il ne pouvait porter que comme un préfet français.

Aux doutes que l'archiduc avait fait transmettre à Paris, après avoir reçu la nouvelle des événements à Mexico, Drouyn de Lhuys répondit que Napoléon était tout à fait de l'avis de l'archiduc qu'il fallait attendre le vote du pays entier. Il souligna que la France ne désirait aucune partie du territoire mexicain pour son propre compte et retirerait ses troupes, d'accord avec l'empereur du Mexique, sans qu'on puisse actuellement en fixer le délai, qui dépendrait des circonstances.

Hidalgo s'était rendu en Autriche pour se présenter à l'ar-

(1) Gutierrez à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Paris, 2 août 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Gutierrez à De Pont. Paris, 19 août 1863. Vienne, Archives de l'État.

chiduc. Napoléon lui confia un rapport de l'assemblée des notables à Mexico et à Vera-Cruz ainsi qu'une lettre privée à l'adresse de Ferdinand-Maximilien (1). L'empereur y exprimait son bonheur de voir que le nom de l'archiduc ralliait un grand nombre d'adhésions. « Cependant, continuait Napoléon, pour que la volonté des Mexicains soit plus manifeste, je désirerais que le peuple fût appelé à ratifier par ses votes le choix des notables.

« Mon ministre m'écrit que Doblado et Comonfort ont demandé à venir à Mexico et semblent se rallier à l'intervention. J'espère donc que, malgré de grandes difficultés, l'été ne se passera pas sans voir le Mexique pacifié et réformé. »

La nouvelle concernant Comonfort était fautive. Celui-ci avait, il est vrai, eu des différends avec Juarez mais il ne songeait nullement à se ranger du côté de l'intervention. Il tomba d'ailleurs le 14 novembre 1863, lors d'une attaque des troupes impériales. Quant à Doblado, il continuait à combattre aux côtés de Juarez.

L'archiduc remercia Napoléon de lui avoir transmis le vote monarchique de l'assemblée des notables de Mexico, ainsi que l'acte d'adhésion à ce vote de la Junte de Vera-Cruz. « Les expressions pleines de bienveillance, écrivait l'archiduc, qui accompagnent cette communication de Votre Majesté ont augmenté en moi, si c'est possible, les sentiments de dévouement dont elle me sait animé depuis longtemps à son égard. Votre intention, Sire, de faire appel à la nation tout entière pour ratifier le manifeste de ces deux grandes cités est une preuve non équivoque que Votre Majesté, dans sa haute sagesse, entend fonder au Mexique un édifice solide et durable. Le vœu national donnera au gouvernement la conviction qu'il s'agit d'établir une force morale considérable, tant à l'intérieur que vis-à-vis de l'étranger. Cette force morale sera d'un grand prix, bien qu'elle ait besoin naturellement d'être complétée par une force matérielle suffisante pour garantir le nouvel Empire contre les agressions auxquelles il pourrait être en butte. Aussi ai-je cru devoir réclamer, dès l'origine, pour le trône à ériger l'appui, non seulement moral, mais matériel

(1) Empereur Napoléon à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Saint-Cloud, 15 août 1863, original. Vienne, Archives de l'État.

des deux grandes puissances maritimes. Pour être efficace, cet appui, à mon sens, pourrait revêtir la forme d'un traité d'alliance, à conclure avec l'Empire du Mexique et par lequel on s'engagerait à le défendre contre toute attaque armée pendant une période de quinze à vingt ans. Mise ainsi à l'abri des dangers, auxquels par ses propres forces elle ne saurait résister, la monarchie naissante serait en état de faire le bien du pays et de travailler consciencieusement à une œuvre, dont le mérite reviendrait en première ligne à l'illustre souverain qui, par une généreuse initiative, a mis l'épée de la France au service de la cause de l'ordre et de l'humanité. »

Cette réponse à Napoléon fut confiée à Hidalgo (1). L'archiduc demandait donc un traité d'alliance et de garantie de longue durée avec l'Angleterre et la France. Sous de telles conditions, l'entreprise eût été bien moins dangereuse. Mais, étant données les circonstances, ce projet d'alliance n'était qu'un rêve. L'Angleterre n'aurait jamais fait une telle chose et Napoléon ne pouvait se cacher les suites énormes qu'un tel traité aurait, le cas échéant, entraînées pour la France. Napoléon ne répondit donc pas du tout à cette lettre, ce qui contribua à refroidir quelque peu Ferdinand-Maximilien.

Une lettre d'Almonte arriva à temps pour raviver les désirs et les espérances de l'archiduc. Almonte parlait de la monarchie comme d'une chose déjà fixement établie et recommanda d'emmener 10 à 12 000 volontaires allemands, et au moins 3 000 hommes pour pouvoir, aussitôt que possible, se passer des troupes françaises qui coûtaient tant. Ensuite il faudrait négocier un emprunt et demander un nonce au pape. Il faudrait également tenter de nouvelles négociations avec les puissances signataires de la Convention de Londres pour obtenir peut-être quand même la garantie de l'intégrité et de l'indépendance du Mexique. En général, d'après l'avis d'Almonte, les choses allaient pour le mieux au Mexique, les partisans de Juarez s'insultaient mutuellement et l'empereur (Ferdinand-Maximilien) ne devait en aucun cas se laisser effrayer et dissuader par les intrigues espagnoles et américaines (2).

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à l'empereur Napoléon. Miramar, 26 août 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(2) Almonte à l'archiduc-Ferdinand-Maximilien, 27 juillet 1863, Mexico. Vienne, Archives de l'État.

Cette lettre était venue juste au bon moment, car en même temps arriva à Miramar une adresse de Richard Hildreth, consul des États-Unis à Trieste. Celui-ci assurait de science certaine que « les Mexicains ont une antipathie innée et sans espoir pour les monarques et les aristocrates. Si Napoléon ne retirait pas ses troupes de lui-même, une armée américaine de vétérans, habitués à la guerre, serait envoyée au Mexique, assez forte, pour permettre aux Mexicains de chasser les intrus. Le golfe de Mexico serait bloqué et les communications avec la France interrompues. Et alors, dit en terminant le consul, laissez-moi ajouter que si quelqu'un aspire au trône du Mexique, s'il y parvient vraiment, devra être heureux d'en sortir sain et sauf. »

L'archiduc ne vit dans cette lettre que l'envie de l'Américain. Il ne se laissa pas effrayer et resta fidèle aux vues exprimées dans sa réponse (1) à la pétition de la régence et dans laquelle il disait : « Si les voix de tout le pays confirment le souhait de la capitale et si les autres circonstances, desquelles dépend la réalisation du souhait, deviennent une réalité, je ne reculerai pas devant les difficultés de cette grande et belle entreprise. »

L'archiduc fut enthousiasmé de la nouvelle lettre d'Almonte et résolut de l'envoyer à Napoléon, pour le prier d'approuver les propositions qu'elle contenait, à part quelques nuances qu'il mentionna dans sa lettre à l'empereur (2). Une de ces nuances était qu'Almonte regardait le vote de la capitale comme l'expression des désirs de la nation, tandis que Ferdinand-Maximilien voulait voir ce vote complété par celui du pays tout entier ou du moins par celui de la plupart des provinces. Les mouvements démagogiques cesseraient, d'après l'avis de l'archiduc, dès que l'arrivée des troupes franco-mexicaines tranquilliserait la population et lui permettrait d'exprimer franchement ses opinions.

L'archiduc ne voyait pas la contradiction qu'il y avait dans cette remarque, tellement il était influencé par les affir-

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Almonte. Miramar (d'après Domenech), 4 septembre 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État. Entièrement reproduite dans DOMENECH, III, p. 138.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Napoléon. Miramar, 12 septembre 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

mations perpétuelles des émigrés mexicains, que le peuple là-bas ne faisait qu'attendre ses libérateurs. L'archiduc parla ensuite d'un corps de volontaires qui s'élèverait à un total de 4 000 hommes, mais qui s'accroîtrait d'année en année, simultanément avec l'armée indigène et mettrait ainsi Napoléon à même de diminuer successivement l'effectif des troupes auxiliaires, stationnées dans le pays. Il demandait ensuite, dans le sens d'Almonte, une garantie collective de l'Angleterre et de la France pour un emprunt, qui transformerait l'appui moral, accordé jusque-là, en un appui matériel. Enfin l'archiduc soutint encore chaleureusement la proposition d'Almonte de conclure un traité entre le Mexique et les puissances signataires de la Convention de Londres, et en particulier la France et l'Angleterre, à l'effet de placer l'indépendance du nouvel Empire et son intégrité territoriale sous leur garantie efficace. « Dans plusieurs lettres, écrit-il, que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Majesté Impériale, j'ai exposé les motifs qui me font insister sur ce point dont j'ai cru devoir faire, dès l'abord, vous le savez, Sire, une condition de mon acceptation. »

« Almonte, en vrai patriote, continuait l'archiduc, a reconnu à son point de vue, qu'une monarchie au Mexique, avant d'avoir acquis la force que le temps seul peut lui donner, serait incapable, sans l'assurance de l'Europe, de se soutenir en face des dangers qui menaceraient sa frontière septentrionale. »

Hidalgo l'avait tranquilisé sur ce point, en tant qu'il s'agissait de la France, et quant à l'Angleterre Ferdinand-Maximilien n'était pas sans espoir que le roi Léopold, qui devait prochainement aller voir sa nièce, la reine d'Angleterre, n'obtînt quelque chose. C'est pour cela que l'archiduchesse Charlotte devait se rendre à Bruxelles pour voir son père encore avant son départ pour l'Angleterre. Tandis que l'archiduc se creusait la tête pour trouver des moyens d'influencer l'Angleterre, celle-ci se donna une peine énorme pour le préserver de cette aventure. L'ancien chargé d'affaires au Mexique, sir Charles Wyke, actuellement à Carlsbad, avait écrit à son ami, le prince Charles Solms, qu'il serait bien aise de s'entretenir avec lui sur la question mexicaine. Il espérait que l'archiduc ne mettrait pas la main dans un tel guépier, comme ce serait le cas s'il acceptait la couronne que le parti des prêtres dans la capitale

lui offrait, parti qui avait contre lui la majorité du peuple.

L'archiduc envoya alors un ancien officier de marine, Stefan Herzfeld, qui avait servi auprès de lui et gagné avec raison sa confiance, chez sir Charles Wyke pour inviter en son nom l'Anglais à Miramar. Mais celui-ci dut d'abord demander l'assentiment de lord Russel.

Wyke certifia à Herzfeld que l'occupation militaire était, aujourd'hui comme avant, une impossibilité. « C'est la mer à boire. » Le coup d'État clérical d'Almonte avait détruit les dernières espérances de l'Angleterre et extraordinairement excité les Modérados. Les Français ne parviendraient jamais par ce chemin au résultat tant désiré par Wyke lui-même, à savoir l'établissement d'une monarchie modérée, et c'est là-dessus uniquement que se basait l'indifférence de l'Angleterre et la sienne.

Le sage diplomate oubliait de mentionner l'influence de l'Union sur l'attitude de l'Angleterre. Et avec intention ! Pour expliquer cette attitude il était bien plus beau d'invoquer la noble cause de la protection des intérêts libéraux devant le monde comme motif de sa manière d'agir, que la peur et le souci d'avoir des difficultés internationales avec la république de l'Amérique du Nord. Quelque temps après cet entretien, Wyke fit dire à l'archiduc qu'il ne pouvait pas venir à Miramar. Palmerston ne voulait pas, par cet envoi d'un diplomate, éveiller à Paris l'impression que l'Angleterre contrecarrait officiellement les plans de Napoléon, ni avoir l'air de s'immiscer dans cette affaire.

Par contre il le fit d'autant plus inofficiellement, car sir Charles Wyke se rendit à Vienne et apporta à Rechberg des lettres de Mexicains qui décrivaient l'agitation croissante de la population à cause de l'occupation française et des procédés du gouvernement provisoire. Juarez préparait avec succès une guerre de guérillas, qui créerait encore aux Français les plus grandes difficultés. Comme nous l'avons vu, la domination de ces derniers se bornait aux endroits occupés. Toutes les autres parties du pays leur étaient opposées. De l'avis de Wyke, les Français ne pourraient se maintenir au Mexique et vraiment dominer le pays, que s'ils voulaient y envoyer encore 60 000 hommes. Le chargé d'affaires conseilla d'être prudent et de prendre encore auprès d'autres partis des ren-

seignements sur l'opinion dans le pays, car les rapports français étaient colorés et en vérité la cause de la France au Mexique était perdue.

Le comte Rechberg écouta très sérieusement le rapport de sir Charles Wyke. Tout ce qui s'était passé jusqu'ici lui avait, déjà avant l'arrivée de Wyke, fait adopter la même opinion. Il se hâta donc d'envoyer à l'archiduc un compte-rendu de son entretien avec l'Anglais (1).

Ce n'était pas seulement Rechberg, qui n'était pas favorable au projet, les journaux s'en occupaient après comme avant, au grand déplaisir de l'archiduc, et à la Chambre des députés on était très inquiet. Le publiciste et député Ignaz Kuranda dit à Herzfeld qu'on voulait faire à ce sujet une démonstration à la Chambre, et qu'il serait bon de faire entendre que l'acceptation ne suivrait pas nécessairement. Il certifia qu'on demanderait une résiliation des droits d'agnat et que le gouvernement serait obligé d'y consentir. On se sentait vivement blessé par le fait que l'archiduc ne semblait pas attacher de valeur à sa qualité d'Autrichien, qu'il traitait le lien qui le rattachait à la patrie avec tant de mépris et que certaines possibilités d'hériter de la couronne avaient moins de valeur pour lui que la couronne d'un pays profondément déchu.

Tous ces doutes auraient dû faire d'autant plus d'impression sur l'archiduc que Seward déclara encore une fois à Paris qu'on regardait aux États-Unis l'attitude de la France au Mexique avec beaucoup d'inquiétude. Ce dont Wyke faisait part à Herzfeld est aussi fort piquant : l'Angleterre n'a aucune espèce d'intérêt *to clear the way* pour la France au Mexique car Napoléon avait l'intention d'entreprendre, l'année suivante, une campagne sur le Rhin et partant on souhaitait qu'il envoie le plus de troupes possible au delà de l'Océan.

Sous l'impression de toutes ces mauvaises nouvelles et du fait qu'on avait chassé le prince bavarois Otto du trône de la Grèce, la mère de l'archiduc Ferdinand-Maximilien, l'archiduchesse Sophie, se décida à lui dire quelle frayeur l'avait saisie en songeant que le même sort pouvait attendre son fils

(1) Comte Rechberg à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 25 septembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

dans ce pays lointain et bien moins civilisé et que les suites y pouvaient être encore bien plus terribles.

L'archiduchesse Charlotte, par contre, qui s'était peut-être laissé fasciner encore plus que son mari par ce rêve brillant d'un empire, ne pouvait et ne voulait plus y renoncer. Dans la persuasion que son mari, avec la tendresse de son caractère, ne saurait pas bien réfuter les arguments de sa mère, elle écrivit elle-même la réponse et tâcha de lui faire comprendre dans une lettre très détaillée (1) la différence entre la situation en Grèce et au Mexique. L'optimisme avec lequel elle dépeignait la situation pour dissiper les soucis de sa belle-mère est sans pareil.

« La situation est loin d'être moins favorable aujourd'hui qu'au début, écrivait-elle, mais elle tend au contraire vers un dénouement digne et heureux. » Charlotte dit ne pas comprendre pourquoi les avis ont changé. L'Autriche se trouve avoir, de par l'histoire, un droit légitime, bien autre que la Bavière en Grèce, en tâchant d'obtenir le Mexique pour un membre de sa dynastie. Il s'agit ici d'un droit historique et d'accepter une couronne offerte par la volonté nationale. Elle ne comprend donc pas comment on peut parler d'influence étrangère et de conquêtes. Sans un secours de l'extérieur il serait inhumain de demander d'une population, gémissant sous la terreur et l'anarchie, qu'elle se relève de nouveau. En Belgique l'armée française avait donc aussi, en 1830, aidé à reconstituer le pays. En ce qui concerne le reproche de l'offense faite à la nation, écrivait l'archiduchesse, il faut avouer que si la nation mexicaine s'identifie avec Juarez, qui d'un côté livre son pays aux États-Unis et d'un autre combat la religion adoptée par le peuple tout entier, l'idée de nation n'est plus rien qu'une « vaine chimère et une ironie amère ».

En Grèce la dynastie a dû embrasser une religion schismatique, au Mexique on a pour base la religion catholique. En général il serait impossible de comparer un pays, trois fois aussi grand que la France, cachant dans son sol tous les trésors de la terre et pouvant doubler ou même tripler sa population, actuellement de 8 millions d'hommes, à un pays comme

(1) Archiduchesse Charlotte à l'archiduchesse Sophie, brouillon. Miramar, 1^{er} septembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

la Grèce dont la race est complètement pervertie, tandis qu'au Mexique les éléments espagnols et indiens possèdent des qualités excellentes pouvant se développer sur le terrain de la paix et de l'unité. Dans ce cas spécial le devoir du souverain serait de rendre aussitôt que possible l'assistance étrangère inutile. En Grèce on n'a ni su se maintenir, ni tomber avec dignité. « Au Mexique, dit en terminant l'archiduchesse, il n'en serait pas ainsi et Maximilien ajoute que si, contre toute probabilité et malgré toutes les garanties obtenues, il plairait à la Providence de faire échouer prématurément une œuvre qu'elle semblait protéger, cette œuvre n'aurait pourtant en soi rien de ce qui pourrait blesser la dignité et l'honneur, ou dont devrait rougir la famille de laquelle il descend, famille dont il maintiendra sans tache, dans le bonheur ou le malheur, la tradition. »

L'archiduchesse Sophie avait également exprimé la crainte que les forces armées seraient trop faibles au Mexique pour en imposer. La belle-fille répondit à cet argument en disant que l'amour du peuple y suffirait, et sans cet amour toutes les baïonnettes du monde sont inutiles. Elle finissait la lettre en priant leur mère de ne pas lui faire, ni à elle, ni à Maximilien, du chagrin en étant d'un autre avis, quoique ceci ne saurait rien changer à sa décision, s'il devait en prendre une. Donc de ce côté encore aucune remontrance ni aucun avis n'avait de prise, tellement le couple s'était déjà enfoncé dans ses rêves chimériques et avait lié son sort à celui du Mexique.

L'archiduc, toujours absorbé par l'idée de persuader l'Angleterre, avait résolu d'envoyer à Londres un agent mexicain qui connaissait la situation dans le pays. Il avait ordre de développer dans les cercles gouvernementaux les germes d'une meilleure opinion et en général de faire voir l'entreprise au public sous un jour favorable. Pour cette mission il avait choisi D. Francisco Arrangoiz. L'archiduc croyait que, si ce grand peuple de commerçants, par la fondation de la monarchie, avait la perspective d'un profit commercial et financier, ce serait le meilleur argument pour le gagner à la nouvelle entreprise. Il espérait encore et toujours un revirement de l'opinion. Mais Rechberg lui avait écrit que le gouvernement autrichien s'abstiendrait de toute influence sur l'Angleterre. Une telle démarche aurait pu être compromettante, car le cabinet impé-